

Stefanie Woite (S. 159-178)

La construction de la gare de Metz au centre des intérêts divergents de la population, de la municipalité et des pouvoirs publics du Reich (1898-1908)

Le démantèlement d'une partie de la fortification, décidé en 1898, fut le point de départ de l'agrandissement de la ville. Aussitôt, la municipalité commença à élaborer des plans d'aménagement pour mettre en valeur les nouveaux terrains acquis. Cependant, il y avait encore des autorités plus puissantes engagées dans la planification. Les militaires, en accord avec la Direction des Chemins de fer, exigeaient, pour des raisons stratégiques, un remaniement du réseau ferroviaire et la construction d'une nouvelle gare. Ainsi, non seulement les grandes perspectives de l'urbanisme à Metz étaient indissolublement liées à des contraintes militaires, mais la réalisation architecturale de la gare comme objet de prestige revêtait une signification nationale. Les projets des chemins de fer prévoyaient l'implantation de la nouvelle gare au milieu du terrain que la municipalité voulait réserver à la construction de grandes rues commerciales et résidentielles. Dès que ces intentions, d'abord gardées secrètes, furent connues, une protestation de plus en plus vive s'éleva à Metz. Pour combattre ces projets un rapprochement s'effectua entre les autochtones et les immigrés qui auparavant avaient formé deux groupes antagonistes. Les intérêts communaux furent aussi défendus par toutes les autorités civiles du Reichsland qui constituèrent ainsi une alliance contre le cartel des militaires et la Direction des chemins de fer. Finalement, ce conflit fut tranché par l'Empereur.

Stefan Fisch (S. 179-198)

Planification et restrictions du droit de propriété dans une ville sous régime autoritaire. Remarques concernant l'évolution de Strasbourg de 1871-1918

L'agrandissement de Strasbourg après 1918 confronta la municipalité à de multiples problèmes car les normes juridiques d'origine française ne permettaient guère d'imposer des conceptions planificatrices contre des intérêts privés divergents. Pour cette raison le maire de Strasbourg Otto Back se mit à la tête d'un mouvement réformiste afin d'introduire des stratégies d'urbanisme, des principes juridiques et des règlements de constructions qui avaient déjà fait leurs preuves dans d'autres grandes villes du Reich allemand. Cette nouvelle législation avait pour but également de ménager les fonds communaux car les dépenses engagées lors de la construction de nouvelles rues étaient couvertes par les taxes imposées aux riverains.

Un autre aspect de cette politique interventionniste en matière d'urbanisme fut l'acquisition clandestine de terrains sur le marché immobilier pour opérer la Grande Percée après 1909. Cette mesure de prévoyance sur le plan foncier s'inscrit dans le cadre d'une politique qui vise à améliorer les conditions d'hygiène et à assainir les taudis dans la ville historique. Un autre élément de la même stratégie fut l'introduction du bail emphytéotique lors des cessions de terrains situés au centre-ville qui confère jusqu'à nos jours à la municipalité la maîtrise du sol. Tout cet éventail de mesures démontre qu'une politique résolument moderne a été conçue par une municipalité qui, à d'autres égards, passait pour un modèle de régime autoritaire.